



**2022**

---

# Rapport sur la nutrition mondiale

**Des engagements plus forts  
pour une action plus efficace**

**RÉSUMÉ**



**2021. Madagascar.**

Les membres de ce foyer ne se nourrissent plus que de feuilles de manioc. Alors que de nombreuses familles se tournent vers cette source de nourriture de dernier recours, les feuilles finissent elles-mêmes par disparaître.  
© UNICEF/Andrian

# Résumé

---

# DES ENGAGEMENTS PLUS FORTS POUR UNE ACTION PLUS EFFICACE

La crise nutritionnelle mondiale à laquelle nous étions confrontés avant même la pandémie de COVID-19<sup>1</sup> s'est considérablement aggravée, affichant des tendances inquiétantes pour toutes les formes de malnutrition, de la faim à l'obésité. Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 150 millions depuis le début de la pandémie de COVID-19, passant de 618 millions en 2019 à 768 millions en 2021, tandis que le nombre de ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine<sup>2</sup> a augmenté de 112 millions, atteignant 3,1 milliards rien qu'en 2020<sup>3</sup>. Près d'un tiers (29,3 %) de la population mondiale, soit 2,3 milliards de personnes, se trouvait en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave<sup>4</sup> en 2021, contre 25,4 % avant la pandémie<sup>5</sup>. Dans le même temps, les produits alimentaires que les personnes consomment à travers le monde ne sont toujours pas conformes aux normes minimales d'une alimentation saine et durable<sup>6</sup>. L'obésité et les maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation sont en augmentation et atteignent des niveaux épidémiques – environ 40 % des adultes et 20 % des enfants sont aujourd'hui en surpoids ou obèses<sup>7</sup>. Les interventions relatives aux politiques publiques actuelles ne parviennent pas à inverser ces tendances, alors que se poursuivent sans relâche les conflits dans le monde – notamment la récente guerre en Ukraine – et les effets du changement climatique, qui sont les principaux facteurs de l'augmentation de la malnutrition<sup>8</sup>. Les pays confrontés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>9</sup>, ainsi que les populations les plus vulnérables, sont les plus menacés.

Il s'agit là de questions complexes et récurrentes, et nous devons travailler en étroite collaboration pour les aborder si nous souhaitons parvenir à modifier notre vision actuelle de la nutrition. C'est à ce titre que 2021 a été nommée l'Année d'action pour la nutrition, dans un effort concerté visant à mobiliser une action massive à travers le monde. Cette Année d'action a culminé avec le Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la croissance (N4G), au cours duquel les parties prenantes ont pris des engagements sans précédent pour améliorer la nutrition mondiale. Dans cette démarche, le *Rapport sur la nutrition mondiale* a été approuvé par les parties prenantes afin de créer le premier Cadre indépendant de responsabilité en matière de nutrition au monde, visant à garantir que les engagements – englobant et dépassant la N4G – puissent impulser des changements transformateurs. Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition permet de répertorier toutes les actions visant à améliorer la nutrition dans le monde sous forme d'engagements SMART<sup>10</sup> qui peuvent faire l'objet d'un suivi constant et de rapports publics. En répertoriant tout type d'engagements à tout moment, le Cadre de responsabilité en matière de nutrition améliore considérablement notre compréhension de l'action menée en matière de nutrition. Ce changement radical en matière de responsabilité permettra à tous les acteurs de disposer des données et des éléments de preuve nécessaires pour mener une action plus efficace en matière de nutrition.

---

Le *Rapport sur la nutrition mondiale 2022 : Des engagements plus forts pour une action plus efficace* énonce le rôle fondamental de la responsabilité et sa capacité à transformer les actions visant à lutter contre la crise nutritionnelle actuelle qui touche toutes les personnes dans le monde. Il analyse les efforts déployés jusqu'à présent dans le cadre d'un nombre sans précédent d'engagements pris par les gouvernements, les organisations de la société civile (OSC), les entreprises du secteur privé, les donateurs et les organisations internationales. Il souligne par ailleurs le rôle unique et essentiel de chaque partie prenante, en démontrant que la collaboration et la coordination sont les seuls moyens d'obtenir des résultats durables en matière de nutrition. Il met également en évidence les domaines dans lesquels des efforts supplémentaires sont nécessaires, tant de manière générale que de la part d'acteurs spécifiques, pour que les actions aient un impact.

Bien que le *Rapport sur la nutrition mondiale 2022* analyse les engagements pris avant la guerre en Ukraine, il insiste sur le renforcement des engagements, de la responsabilité et de l'action, ce qui revêt une importance particulière compte tenu des effets de la guerre sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Il n'a jamais été aussi urgent que les parties prenantes se mobilisent et agissent pour atténuer ces effets et améliorer la nutrition pour tous.

Le rapport propose cependant de nombreuses raisons de se réjouir, notamment le nombre remarquable d'engagements enregistrés dans le Cadre de responsabilité en matière de nutrition et l'effort concerté des parties prenantes en vue de rendre ces engagements SMART. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure se distinguent particulièrement, toutes les parties prenantes s'étant mobilisées pour engager plus de 42,6 milliards de dollars US. D'une manière générale, les objectifs énoncés dans les engagements témoignent d'un fort soutien au leadership et à la gouvernance ainsi qu'à la lutte contre la sous-alimentation<sup>11</sup>, et une grande partie des engagements sont alignés sur les principales cibles mondiales en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. Nous constatons cependant des lacunes dans certains domaines critiques ; peu d'objectifs sont axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et une part relativement faible des engagements se concentre sur les régimes alimentaires de mauvaise qualité ou encore l'obésité et les MNT liées à l'alimentation. Il convient également de déployer des efforts plus concertés au sein d'un groupe élargi d'acteurs afin de prendre des mesures plus nombreuses et plus fortes face à la crise nutritionnelle mondiale aggravée par la pandémie de COVID-19, les chocs climatiques et les conflits dans le monde.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale 2022* met en évidence la valeur du Cadre de responsabilité en matière de nutrition et de ses contributions susceptibles d'améliorer considérablement l'action en matière de nutrition au fil du temps. Il établit la base de référence pour le suivi des actions en matière de nutrition et de leur impact dans le temps. Il s'agit avant tout d'un puissant appel à l'action destiné à toutes les parties prenantes de la lutte mondiale contre la malnutrition. Chaque acteur a une position, une capacité et une responsabilité uniques dans ce paysage complexe, et chacun doit assumer son rôle. Ce n'est qu'en répertoriant, en suivant et en analysant la contribution de chacun que nous pourrions apporter le changement dont les populations du monde entier ont besoin et qu'elles méritent.

---

## Cadre de responsabilité en matière de nutrition

### Répondre au besoin d'une plateforme publique mondiale et indépendante permettant de suivre et de renforcer l'action en matière de nutrition pour un meilleur impact

Les principales parties prenantes du Sommet N4G de 2021 ont souligné la nécessité de renforcer la responsabilité des nombreuses parties prenantes ayant un rôle à jouer afin d'impulser un changement majeur dans l'action. Les défis de longue date en matière de responsabilité sont bien connus et ont entravé les progrès réalisés jusqu'à présent. Par conséquent, il convient de veiller à ce que la responsabilité soit systématiquement intégrée au processus de prise d'engagements et rationalisée pour l'ensemble des parties prenantes. Il a avant tout fallu créer une plateforme publique centrale pour enregistrer les engagements en matière de nutrition en s'assurant qu'ils soient SMART et classés de manière cohérente, de sorte que les progrès et les effets puissent être suivis et analysés efficacement.

Étant donné que l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a traditionnellement assuré le suivi indépendant des engagements N4G, la mise en œuvre de cette solution lui a été confiée. En 2021, l'équipe a lancé le premier Cadre de responsabilité en matière de nutrition au monde. Ce cadre garantit que tous les engagements en matière de nutrition puissent être rendus SMART et soient répertoriés, standardisés et suivis de manière transparente. Ce faisant, il renforce la confiance et la collaboration entre les parties prenantes, et fournit les informations nécessaires pour obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition.

L'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a créé le Cadre de responsabilité en matière de nutrition à temps pour le Sommet N4G organisé fin 2021 à Tokyo, en vue de son utilisation à la fois pour les engagements N4G et pour tous les autres engagements en matière de nutrition à venir. Il a été approuvé par de nombreuses parties prenantes, notamment le Gouvernement du Japon, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Agence des États-Unis pour le développement international et bien d'autres encore. Tous les auteurs des engagements N4G ont dû enregistrer leurs engagements par le biais du Cadre de responsabilité en matière de nutrition, toutefois *tout acteur* peut enregistrer un engagement à tout moment et obtenir la reconnaissance des efforts déployés. Toutes les parties prenantes impliquées à tout moment dans un engagement en faveur de la nutrition sont vivement encouragées à utiliser le Cadre de responsabilité en matière de nutrition, notamment en travaillant avec l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* pour s'assurer qu'il répond à leurs besoins. Ce point est essentiel pour améliorer la responsabilité.

### Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition renforce l'action en matière de nutrition par une responsabilisation accrue

Pour la première fois, toutes les actions en matière de nutrition peuvent être consignées et suivies de manière transparente et cohérente. Cela nous permet de comprendre la nature et les auteurs des actions menées ainsi que les réussites et les lacunes, afin de renforcer les efforts visant à améliorer la nutrition dans tous les pays et d'augmenter leur impact.

Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition propose une série d'outils qui ont été conçus en toute indépendance et en toute transparence en s'appuyant sur les bonnes pratiques existantes. Ces nouveaux outils comprennent :

- **La plateforme du Cadre de responsabilité en matière de nutrition** : Il s'agit d'une plateforme centrale en ligne accessible au public et permettant aux parties prenantes de s'inscrire, d'enregistrer leurs engagements et de rendre compte par la suite de leur avancement. Les formulaires utilisés contiennent des champs de données standardisés pour garantir le caractère SMART des engagements, et permettre le suivi et la compréhension systématiques des progrès réalisés pour l'ensemble des engagements.

- **Le Système de classification des actions relatives à la nutrition** : Il s'agit d'un système qui classe le type d'action menée comme étant propice (c'est-à-dire, qui permet de créer un environnement favorable), liée aux politiques publiques ou à impact, chacune de ces catégories étant divisée en quatre sous-catégories distinctes (par exemple, « financement » est une sous-catégorie d'action propice et « sous-alimentation » une sous-catégorie d'action à impact). Cela signifie que nous sommes pour la première fois en mesure de cartographier l'action en matière de nutrition de manière holistique et claire.
- **L'indice SMART des actions en matière de nutrition** : C'est un système de classement qui permet d'évaluer et d'analyser le caractère SMART des engagements comme étant élevé, au-dessus de la moyenne, en dessous de la moyenne ou faible. Cette mesure détermine l'exhaustivité et la cohérence de chaque engagement par rapport à des critères prédéfinis (elle ne tient pas compte de l'importance, de l'ampleur ou de l'impact potentiels de l'engagement). Ce système aide ainsi les parties prenantes à améliorer le caractère SMART et la traçabilité de leurs engagements.
- **L'Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition** : Il s'agit d'une plateforme interactive en ligne mettant à la disposition du public toutes les données relatives aux engagements afin de faciliter leur consultation, et offrant la possibilité de suivre les progrès accomplis à mesure que les actions sont réalisées et que les données sur les progrès sont communiquées. Lors du processus de vérification<sup>12</sup>, les parties prenantes peuvent fournir des clarifications supplémentaires qui sont ensuite prises en compte dans l'Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition. Cette démarche peut améliorer le caractère SMART de leurs engagements.

En tant que composante du Cadre de responsabilité en matière de nutrition, le *Rapport sur la nutrition mondiale* permet également de vérifier l'alignement des engagements sur les cibles mondiales en matière de nutrition, notamment les cibles relatives à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant et les MNT liées à l'alimentation. Il complète le Système de classification des actions relatives à la nutrition, qui va au-delà de ces cibles et fournit un aperçu détaillé des actions en matière de nutrition qui ont été conçues pour les atteindre.

Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition évoluera à mesure que de nouveaux engagements seront enregistrés, ce qui renforcera les outils et les processus au fil du temps<sup>13</sup>. Les enseignements tirés, tant de la mise en œuvre du Cadre de responsabilité en matière de nutrition que des échanges avec les parties prenantes, continueront d'entretenir la nature évolutive et dynamique de ce cadre mondial.

## Vers un cycle vertueux de responsabilité, d'action et d'impact

Promouvant la transparence et une culture de responsabilité partagée entre les divers acteurs, le Cadre de responsabilité en matière de nutrition est un outil qui aide les parties prenantes à se réunir et à s'assurer que leurs promesses se traduisent par des actions. Il augmente la disponibilité de données probantes, de connaissances et d'enseignements sur l'action en matière de nutrition de manière à instaurer la confiance, à améliorer la collaboration et à renforcer les efforts qui mènent à une action toujours plus efficace.

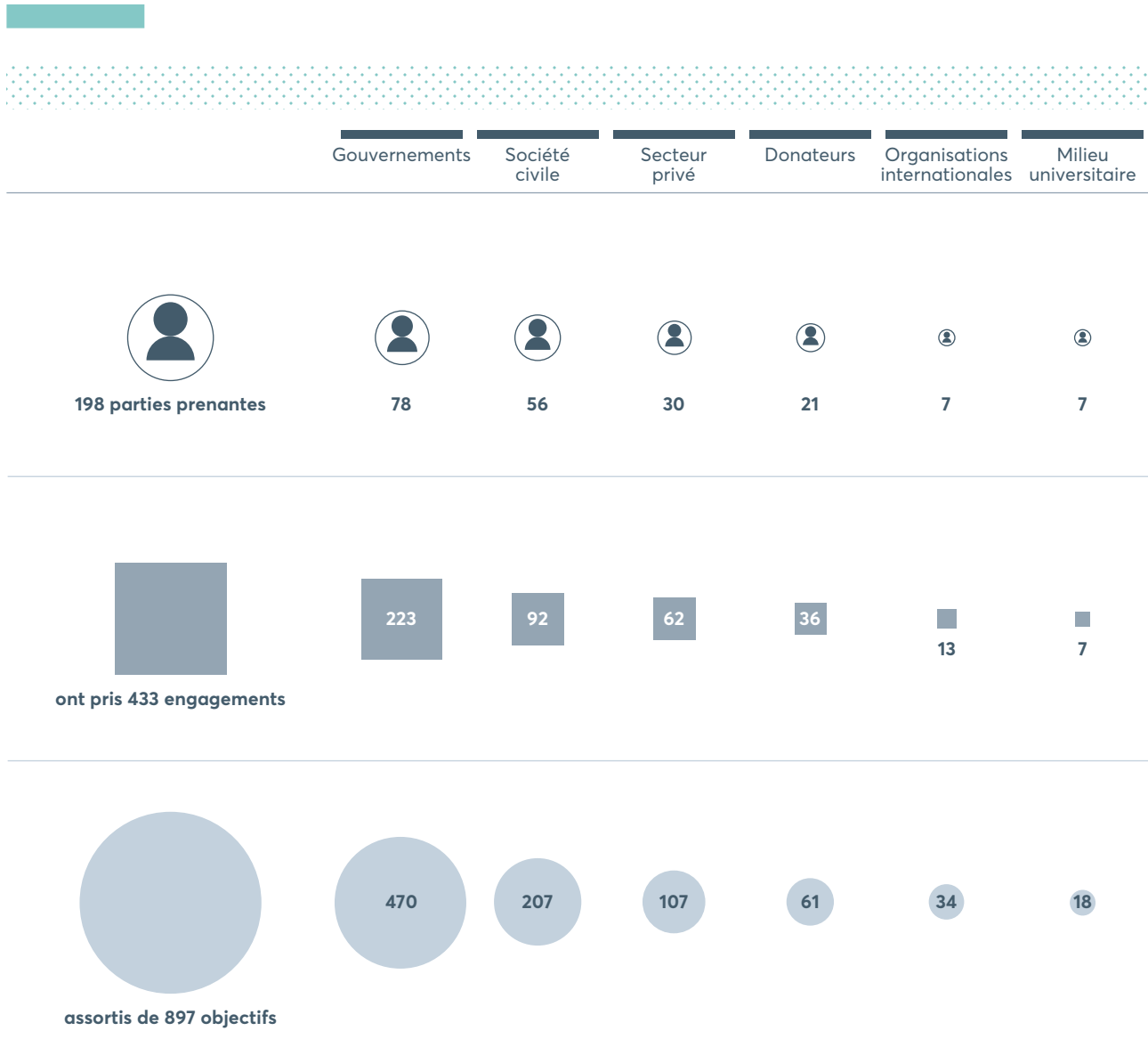
Lorsque les parties prenantes s'engagent à répertorier les actions qu'elles ont l'intention de mener et à rendre compte de leurs progrès, il est possible d'identifier les lacunes et les priorités, de saluer les résultats et de partager les enseignements tirés des interventions. Cela peut inspirer des actions plus efficaces et renforcer les engagements au fil du temps, afin de réaliser les progrès dont nous avons urgemment besoin dans l'état actuel de la nutrition mondiale.

Ce potentiel doit maintenant être exploité par les gouvernements, les entreprises, les donateurs, les OSC et les autres acteurs qui ont un rôle unique à jouer et le devoir de travailler ensemble pour éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes compte tenu de la crise mondiale actuelle.

# PRINCIPALES CONCLUSIONS

Un nombre sans précédent d'engagements à mener des actions en faveur de la nutrition a été pris dans le monde, dont plus de 42,6 milliards de dollars US d'investissements financiers

Aperçu des engagements pris par les parties prenantes en faveur de la nutrition



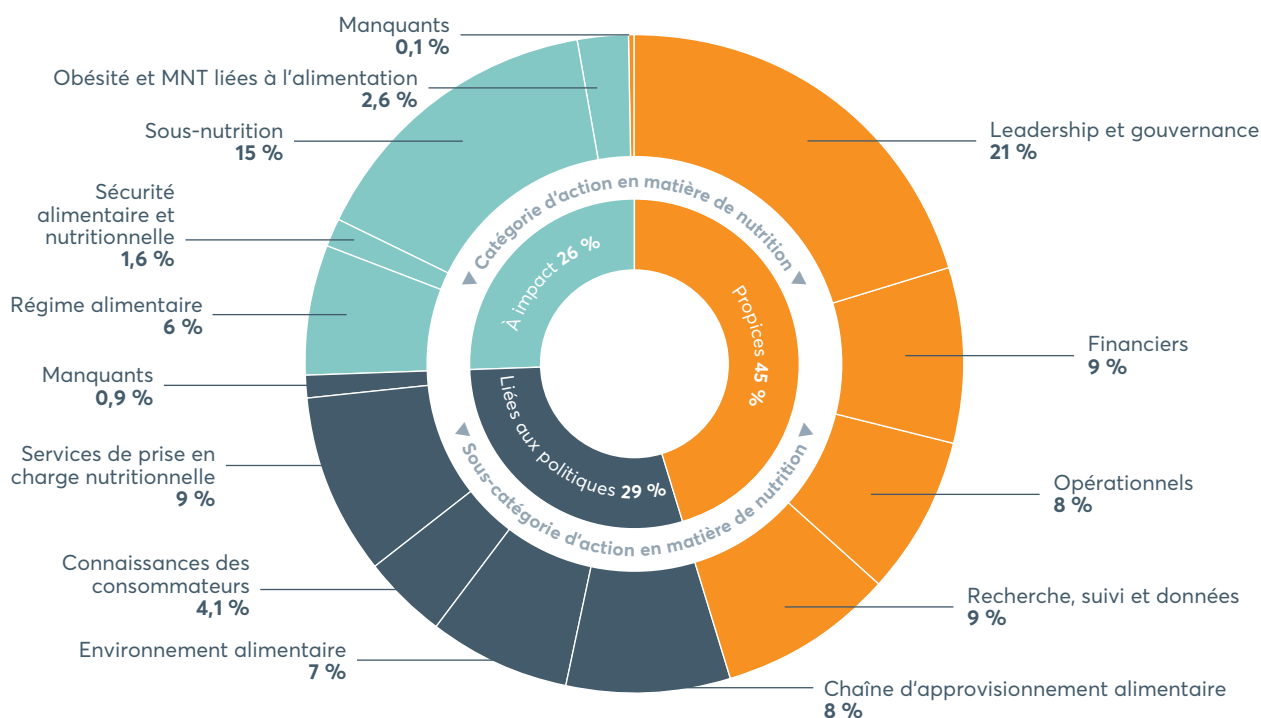
Source : Équipe du Rapport sur la nutrition mondiale, Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition. Bristol (Royaume-Uni), Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/tracker>. Voir l'annexe du rapport pour consulter l'ensemble de données utilisé dans cette analyse.

- 
- Issues de 84 pays, 198<sup>14,15</sup> parties prenantes ont pris 433 engagements assortis de 897 objectifs visant à améliorer la nutrition ; les progrès seront mesurés à l'aune de ces objectifs. La plupart ont été pris par les gouvernements de 78 pays<sup>16</sup> (dans un rôle autre que celui de donateur), suivis par 56 OSC, 30 entreprises du secteur privé, 21 donateurs<sup>17</sup>, sept organisations internationales et sept institutions universitaires. Moins de la moitié (184 sur 433, soit 42 %) de tous les engagements étaient conjoints, plus des deux tiers (153 sur 223, soit 69 %) des engagements gouvernementaux ayant été soumis au nom de plusieurs entités.
  - Le Sommet N4G de Tokyo a été le plus réussi à ce jour avec un total de 859 objectifs formulés, soit 96 % de tous les objectifs actuellement enregistrés dans le Cadre de responsabilité en matière de nutrition<sup>18</sup>. C'est presque le double des objectifs enregistrés lors des précédents sommets N4G (456 au total pour les sommets organisés entre 2013 et 2017). Les parties prenantes ont mobilisé le plus haut niveau de financement jamais atteint lors d'un Sommet N4G : 42,6 milliards de dollars US<sup>19</sup> selon la plateforme du Cadre de responsabilité en matière de nutrition, une réalisation remarquable.
  - Les parties prenantes se sont fortement mobilisées pour faire face aux impacts nutritionnels liés à la pandémie de COVID-19. Un quart (212, soit 24 %) de tous les objectifs ont été déclarés comme ayant été établis en réponse à la pandémie, aucun objectif de ce type n'ayant été formulé par le secteur privé.



## Les parties prenantes s'attachent à soutenir la gouvernance et la lutte contre la sous-alimentation, mais accordent peu d'attention à la mauvaise alimentation, à l'obésité, aux MNT liées à l'alimentation ou à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Vue d'ensemble des types d'objectifs liés aux engagements, par catégorie et sous-catégorie d'action en matière de nutrition



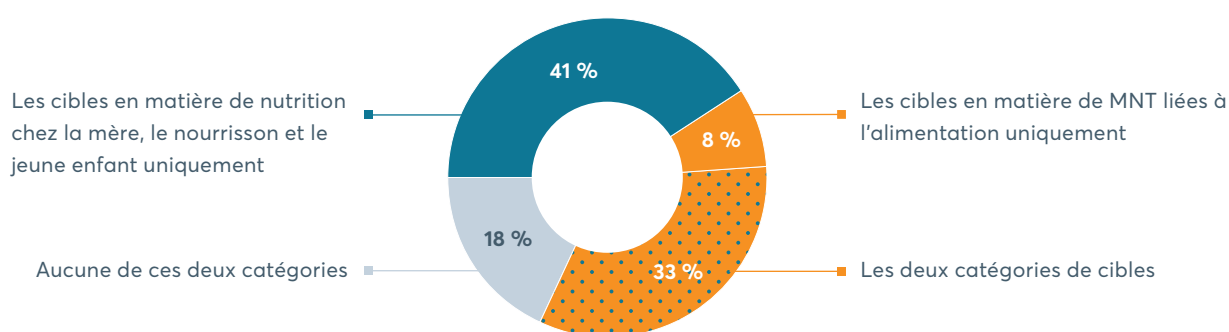
**Remarque :** Les chiffres figurant dans le tableau ne totalisent pas 100 % en raison des arrondis.

- Près de la moitié (408, soit 45 %) de tous les objectifs liés aux engagements ont été classés dans la catégorie des actions propices, axées sur la création d'un environnement favorable à l'action en matière de nutrition. La catégorie « leadership et gouvernance » était la plus importante, reconnaissant qu'un leadership politique audacieux et une bonne gouvernance constituent les fondements de politiques nutritionnelles efficaces.
- Environ un tiers (260, soit 29 %) de tous les objectifs étaient des actions liées aux politiques dont la plupart étaient axées sur l'amélioration des « services de prise en charge nutritionnelle » ; cependant, ces actions étaient encore relativement peu nombreuses (9 % de tous les objectifs). Les gouvernements ont accordé une moindre attention à la transformation des systèmes alimentaires nationaux par des politiques relatives à la « chaîne d'approvisionnement alimentaire » et à « l'environnement alimentaire », cependant nous constatons une implication notable du secteur privé dans ces objectifs.
- Les objectifs restants étaient des actions à impact (229, soit 26 %), avec un accent particulier sur la « sous-alimentation », ce qui montre que les pays à revenu faible ou intermédiaire sont les plus visés. En revanche, les catégories « régime alimentaire » (6 % de l'ensemble des objectifs), « l'obésité et les MNT liées à l'alimentation » (2,6 %) et « la sécurité alimentaire et nutritionnelle » (1,6 %) ont reçu le moins d'attention.

## Une proportion bien plus importante d'engagements s'aligne sur les cibles mondiales en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant que sur les MNT liées à l'alimentation

Alignement des engagements sur les cibles mondiales en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant ainsi qu'en matière de MNT liées à l'alimentation

Proportion d'engagements alignés sur :

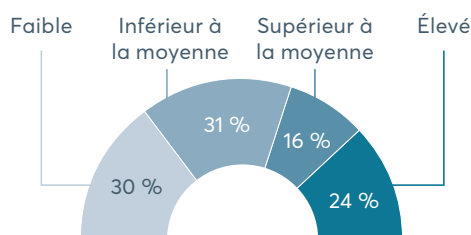


- Les parties prenantes ont autodéclaré les cibles mondiales de l'Assemblée mondiale de la Santé sur lesquelles leurs engagements s'alignaient, de nombreux engagements étant souvent alignés sur plusieurs cibles. La plupart des engagements sont alignés sur les cibles en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. À titre d'exemple, sur les 433 engagements, 58 %<sup>20</sup> sont alignés sur le retard de croissance chez l'enfant, 55 % sur l'émaciation chez l'enfant et 46 % sur l'anémie. En revanche, les engagements alignés sur les cibles en matière de MNT liées à l'alimentation sont moins nombreux : 38 % sont alignés sur l'obésité chez l'adulte, 31 % sur le diabète chez l'adulte, 27 % sur l'hypertension artérielle et 27 % sur la consommation de sel et de sodium.
- Dans l'ensemble, nous constatons que 33 engagements (8 %) étaient alignés uniquement sur les cibles en matière de MNT liées à l'alimentation (dont 76 % ont été pris par le secteur privé), contre 177 engagements (41 %) alignés uniquement sur les cibles en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. L'accent mis sur les cibles en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant s'explique par la prédominance de ces fardeaux de la malnutrition dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, de plus en plus de pays subissant désormais le double fardeau de la malnutrition. Un tiers (33 %) des engagements étaient alignés à la fois sur les cibles en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant et sur les cibles en matière de MNT liées à l'alimentation.
- Le secteur privé est le seul groupe de parties prenantes déclarant un nombre inférieur d'engagements alignés sur les cibles en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, préférant aligner la majorité de ses engagements sur les cibles en matière de MNT liées à l'alimentation.

## Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition facilite l'élaboration d'engagements SMART pouvant faire l'objet d'un suivi et offre la possibilité de les améliorer

### Le caractère SMART des objectifs liés aux engagements

Score SMART



■ **Remarque** : Les chiffres figurant dans le tableau ne totalisent pas 100 % en raison des arrondis.

- Environ un quart (24 %) des objectifs liés aux engagements ont obtenu un score SMART élevé, 16 % un score supérieur à la moyenne, 31 % un score inférieur à la moyenne et moins d'un tiers (30 %) un score faible. Cette tendance varie selon les parties prenantes, près de la moitié (46 %) des actions des donateurs et 41 % des actions des OSC enregistrant un faible score SMART et ne pouvant donc pas faire l'objet d'un suivi ; en revanche, seuls 13 % des objectifs du secteur privé ont obtenu un score faible. Les types d'engagement ont enregistré peu de variation en ce qui concerne le score SMART.
- L'attribution d'un score SMART faible était généralement due à des données manquantes ou peu claires sur l'indicateur utilisé pour mesurer les progrès par rapport à l'objectif (son caractère mesurable). Ainsi, le fait de ne pas préciser le nom et l'unité de l'indicateur (par exemple, décaissement annuel en dollars US), ainsi que sa valeur de référence et sa valeur cible, entraîne un score inférieur. Ces données sont essentielles pour assurer le suivi et l'analyse de l'objectif. Il convient de noter que la sélection des indicateurs varie considérablement d'une partie prenante à l'autre et pour des objectifs similaires, ce qui met en lumière l'absence de consensus sur la meilleure méthodologie de suivi des progrès.
- Le manque d'informations sur le coût et le financement de l'engagement constitue également une raison très fréquente d'un score SMART faible (mesure de son caractère atteignable). Les coûts associés à la réalisation de deux tiers des engagements n'ont pas été communiqués, soit parce qu'ils n'avaient pas été estimés (245 engagements, soit 57 %), soit parce qu'ils avaient été estimés, mais que les entités ne souhaitaient pas les divulguer (48 engagements, soit 11 %). Ces informations ne sont pas forcément disponibles au moment de l'enregistrement, car il faut du temps pour fournir un chiffre précis ; les données manquantes peuvent être fournies lors du processus de vérification.

---

## Gouvernements

Les gouvernements ont la responsabilité fondamentale et le pouvoir de préserver la nutrition, la résilience et le bien-être de leurs populations par des actions propices, relatives aux politiques et à impact de grande envergure

Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont pris la grande majorité des engagements nationaux, consacrant d'importantes ressources financières à l'amélioration de la nutrition de leurs populations.

- Les gouvernements, presque tous issus de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ont fait preuve d'un niveau d'engagement exceptionnel, représentant le plus grand groupe de parties prenantes. Leurs objectifs nationaux (non-donateurs) privilégient les actions propices (196, soit 42 %) et les actions à impact (183, soit 39 %), plutôt que les actions en matière de politiques (91, soit 19 %). Plus précisément, les « services de prise en charge nutritionnelle » (43, soit 47 % des objectifs liés aux politiques) et les « politiques relatives au système alimentaire »<sup>21</sup> (37, soit 41 %) ont reçu plus ou moins la même attention, mais ont été comparativement faibles dans l'ensemble.
- Le leadership et la gouvernance ont été le thème principal des actions propices déclarées par les gouvernements au niveau national. À titre d'exemple, citons notamment l'élaboration de lois, de politiques et de plans nationaux relatifs à la nutrition, ainsi que l'amélioration des mécanismes de coordination nationaux. Tous les objectifs de financement sont classés dans la catégorie des actions propices, et les gouvernements ont promis plus de 13,3 milliards de dollars US d'investissements nationaux spécifiques à la nutrition ou sensibles à la nutrition, notamment en augmentant leur dotation budgétaire nationale consacrée à la nutrition. Compte tenu des ressources financières limitées des pays à faible revenu, il s'agit d'une réalisation remarquable.
- Étant donné le rôle essentiel des gouvernements dans l'amélioration des résultats nutritionnels de leur population, les actions à impact ont également été privilégiées. La « sous-alimentation » était au cœur de ces actions, qui visaient principalement à réduire le retard de croissance, l'émaciation, l'anémie et l'insuffisance pondérale à la naissance. Ces résultats montrent que les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure concentrent leurs efforts sur la lutte contre la sous-alimentation plutôt que sur l'obésité et les MNT liées à l'alimentation. Il convient de noter que la « sécurité alimentaire et nutritionnelle » n'a pas été considérée comme une priorité nationale.

## Organisations de la société civile

Les OSC jouent un rôle essentiel pour promouvoir la nutrition, encourager les gouvernements à mener des actions efficaces en matière de nutrition et proposer des interventions directes dans ce domaine

Les OSC se sont mobilisées en prenant une série d'engagements qui témoignent de la diversité de leur rôle dans l'action en matière de nutrition.

- Les OSC étaient beaucoup plus présentes en 2021 que lors des précédents sommets N4G. Elles ont privilégié les actions propices (109 objectifs, soit 53 %), suivies des actions liées aux politiques (62, soit 30 %) et des actions à impact (36, soit 17 %), allant au-delà du plaidoyer et du soutien aux actions en matière de nutrition.

- 
- Le rôle de plaidoyer des OSC s'est largement reflété dans leurs objectifs relevant de la catégorie des actions propices. Il était crucial de renforcer « le leadership et la gouvernance », notamment par des partenariats entre organisations et entre pays ainsi que des plans nationaux relatifs à la nutrition. Les efforts « opérationnels », tels que l'élaboration de formations et le renforcement des capacités en matière de production alimentaire et d'agriculture, figuraient également parmi les priorités des OSC. Les investissements financiers mobilisés pour les interventions et les plans relatifs à la nutrition s'élevaient à plus de 567 millions de dollars US.
  - La prestation de « services de prise en charge nutritionnelle » était au cœur des actions relatives aux politiques des OSC (27, soit 44 % des objectifs liés aux politiques), comprenant des programmes de lutte contre l'émaciation, le retard de croissance et l'anémie, ainsi que des programmes de supplémentation en vitamines. Les actions à impact visant à améliorer directement les résultats en matière de « sous-alimentation » et de « régime alimentaire », tels que le retard de croissance, l'insuffisance pondérale à la naissance, ainsi que la diversité et la qualité de l'alimentation, y étaient étroitement liées.

## Secteur privé

Le secteur privé est un acteur essentiel capable de contribuer à la transformation de notre système alimentaire et d'assurer l'accès à des aliments sains, abordables et produits de manière durable

Les engagements pris par les entreprises du secteur privé montrent le rôle crucial qu'elles peuvent jouer, tant pour leur main-d'œuvre que pour l'amélioration de la nutrition de la population en général.

- Le secteur privé était représenté par 23 entreprises alimentaires et sept entreprises non alimentaires, principalement des multinationales ayant leur siège dans des pays à haut revenu. Elles se sont majoritairement engagées dans des actions liées aux politiques (85, soit 79 %) à portée mondiale ou multinationale ciblant les consommateurs et leur personnel. Elles se sont par ailleurs engagées dans quelques actions propices (21, soit 20 %) et dans une seule action à impact (1, soit 0,9 %).
- L'accent était mis sur l'adoption de politiques internes. Celles-ci visaient principalement à transformer la « chaîne d'approvisionnement alimentaire » par la reformulation des aliments afin d'améliorer la valeur nutritionnelle des produits et les pratiques agricoles, d'augmenter la part des produits à base de plantes, et de réduire les pertes et les déchets alimentaires. Le secteur privé a également ciblé l'« environnement alimentaire » en élargissant les options saines proposées aux employés dans les cantines d'entreprise et en mettant en œuvre des programmes de nutrition sur le lieu de travail.
- Afin d'instaurer un environnement favorable à la nutrition dans les entreprises, le secteur privé a donné la priorité aux actions « opérationnelles », notamment la formation et l'éducation de leurs employés concernant la préparation de repas sains et la réduction du gaspillage alimentaire. En externe, les entreprises se sont engagées à atteindre des objectifs en matière de « leadership et de gouvernance », tels que l'adhésion à des alliances mondiales. Les objectifs de financement des entreprises étaient d'environ 5,4 millions de dollars US.

## Donateurs

Les donateurs ont un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation et la mise à disposition des investissements financiers nécessaires pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition et intervenir en période de crise

Les donateurs ont mobilisé un niveau record de fonds, un tiers de ce total étant destiné à lutter contre les conséquences de la pandémie de COVID-19. Cependant, le nombre d'acteurs reste relativement faible.

- Les donateurs étaient représentés par des gouvernements donateurs (14), des organisations philanthropiques (3), des banques multilatérales de développement (3) et des organisations internationales (1). Leurs objectifs étaient principalement des actions propices (52, soit 85 %), ce qui englobe les investissements financiers. Quelques objectifs seulement étaient des actions relatives aux politiques (6, soit 10 %) axées sur la « chaîne d’approvisionnement alimentaire » et les « services de prise en charge nutritionnelle » ou des actions à impact (3, soit 5 %) axées sur le retard de croissance et l’émaciation.
- Plus de 26,3 milliards de dollars US, soit le plus gros montant mobilisé par les donateurs lors des différents sommets N4G, ont été promis par neuf gouvernements et cinq organisations donatrices. Sur ce montant, plus de 8,2 milliards de dollars US ont été mobilisés pour faire face aux conséquences de la pandémie sur les systèmes alimentaires et sanitaires. Parmi les 14 donateurs<sup>22</sup>, 13 étaient basés dans des pays à revenu élevé d’Amérique du Nord et d’Europe. Les indicateurs utilisés pour suivre et rendre compte des dépenses financières varient, soulignant l’absence d’une approche standardisée de suivi du financement de la nutrition.
- Bien que les investissements financiers constituent la priorité des donateurs, leurs actions vont plus loin. De fait, la plupart de leurs actions propices se concentrent sur le leadership et la gouvernance, par exemple en renforçant l’influence des politiques et les partenariats dans les pays à revenu faible et intermédiaire dans le but de faire progresser la mise en œuvre de programmes tenant compte de la nutrition.

## Organisations internationales

Les organisations internationales sont essentielles à l’élaboration des programmes, à la promotion d’une action coordonnée en matière de nutrition à travers le monde et aux activités de plaidoyer en faveur de l’action là où elles sont le plus nécessaires

Les organisations internationales mettent en évidence leur rôle important de soutien et de coordination en s’attachant avant tout à aider les gouvernements à mener des actions efficaces en matière de nutrition.

- Les organisations internationales, comprenant sept organismes des Nations Unies, continuent d’assumer leur rôle clé en soutenant les gouvernements dans la lutte mondiale contre la malnutrition dans le cadre de la Décennie d’action des Nations Unies pour la nutrition. Plus de la moitié (19, soit 56 %) de leurs objectifs étaient des actions propices, un peu moins d’un tiers (10, soit 29 %) étaient des actions liées aux politiques et quelques-uns seulement (5, soit 15 %) étaient des actions à impact.
- Les objectifs propices des Nations Unies se concentraient sur le renforcement « du leadership et de la gouvernance » (15, soit 79 %), avec des actions telles que le soutien à l’élaboration de politiques et de programmes, le renforcement des partenariats public-privé et la création d’environnements améliorant les résultats en matière de nutrition. Les investissements financiers ont été réalisés par une seule organisation et ont atteint 2,4 milliards de dollars US.
- La plupart des actions relatives aux politiques (7, soit 70 %) étaient axées sur l’amélioration des « services de prise en charge nutritionnelle ». Il s’agissait notamment d’améliorer les services de prévention et de traitement de la sous-alimentation, comme l’émaciation et les carences en micronutriments, et de soutenir les améliorations nutritionnelles chez les patients atteints de MNT. Les actions à impact visant à lutter contre la « sous-alimentation », en particulier le retard de croissance, l’émaciation et l’anémie, ont reçu une moindre attention.

---

# PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

## 1. Il est essentiel qu'un groupe d'acteurs beaucoup plus large se mobilise et prenne des engagements en faveur de l'amélioration de la nutrition susceptibles d'être suivis

- Compte tenu de la crise nutritionnelle mondiale actuelle, chaque acteur doit déployer des efforts sans précédent pour y faire face, et certaines parties prenantes ne sont pas encore bien représentées en ce qui concerne la prise d'engagements.
- Les gouvernements des pays à revenu élevé devraient se considérer comme étant plus que de simples donateurs et suivre l'exemple des pays à faible revenu. Ils devraient être beaucoup plus nombreux à prendre des engagements pour leurs propres populations, lorsque la mauvaise alimentation, l'obésité et les MNT liées à l'alimentation constituent un problème important et croissant.
- Une plus grande diversité d'acteurs au sein du groupe des donateurs est essentielle afin de garantir que les décisions et les affectations de fonds soient basées sur un programme inclusif et de réduire la vulnérabilité de la base de financement fournie.
- Par ailleurs, les petites entreprises et les entreprises nationales du secteur privé sont peu représentées dans les processus de prise d'engagements, et ont pourtant un rôle unique et important à jouer.

## 2. Les engagements doivent refléter une hausse du financement public comme privé, national et international, s'inscrire dans la durée et pouvoir facilement faire l'objet d'un suivi

- Les efforts considérables déployés pour assurer le financement des actions en matière de nutrition apparaissent clairement dans les engagements. Pourtant, l'ampleur du défi auquel nous sommes confrontés signifie que nous sommes loin d'avoir comblé le manque de financements nécessaires pour mettre fin à la malnutrition<sup>23</sup>. Les engagements devraient refléter le niveau et la diversité des actions requises.
- Les engagements des gouvernements, des donateurs, des OSC et des organisations internationales devraient être maintenus, renforcés et rendus encore plus inclusifs, notamment en diversifiant la base de financement aux niveaux international et national. En outre, les parties prenantes susceptibles de fournir ou de mobiliser des formes de financement nouvelles et innovantes, telles que le secteur privé, devraient s'engager à agir dans ce domaine, compte tenu de la nécessité de mobiliser des ressources inexploitées.
- Il est essentiel de mobiliser davantage de fonds pour renforcer la résilience nutritionnelle et donner aux acteurs les moyens d'intervenir de manière décisive en temps de crise, afin de réduire les coûts financiers et humains immédiats et à long terme dans les situations de crise nutritionnelle.
- Il est également crucial que les engagements financiers et les dépenses fassent l'objet de rapports transparents et systématiques, afin que nous puissions mieux comprendre comment l'argent est dépensé, quelle est la destination des flux financiers et quel est le retour sur investissement. Les parties prenantes qui apportent des fonds doivent parvenir à un consensus quant à la méthodologie d'établissement de rapports et de suivi en ce qui concerne leurs données. C'est la seule manière de renforcer l'impact du financement dans le temps.

---

### 3. Nous devons accorder une plus grande attention à la sécurité alimentaire intégrant de manière effective la sécurité nutritionnelle lors de l'élaboration des engagements

- L'absence d'engagements axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la part de l'ensemble des parties prenantes est préoccupante. Il s'agit d'un problème majeur, tant dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé, qui a des répercussions sur toutes les formes de malnutrition et qui a été aggravé par les crises récentes, notamment la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine.
- Il est clairement nécessaire de multiplier les actions visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de dépasser le décompte des calories pour donner la priorité à la nutrition. Cette démarche devrait s'accompagner d'un examen de la qualité de l'alimentation lors de l'évaluation des interventions en matière de sécurité alimentaire. Une telle orientation est essentielle pour garantir que la population a accès à une alimentation suffisante qui favorise également le bien-être et permet de prévenir les maladies.
- Ces actions permettront ainsi de lutter équitablement contre la faim et contre les maladies liées à l'alimentation, en réunissant des domaines d'intervention traditionnellement cloisonnés, qui touchent tous deux de manière disproportionnée les communautés les plus vulnérables et exacerbent les inégalités existantes.
- L'engagement dans ce domaine peut et doit venir de chaque groupe de parties prenantes et être soutenu par des orientations et des politiques visant à remédier au désintérêt actuel vis-à-vis de la nutrition dans les efforts en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### 4. Nous avons besoin d'engagements menant à des politiques susceptibles de transformer notre système alimentaire et d'instaurer un accès universel à une alimentation saine, abordable et produite de manière durable

- Afin de transformer le système alimentaire, des efforts considérables de la part de toutes les parties prenantes sont nécessaires en vue d'améliorer l'environnement et la chaîne d'approvisionnement alimentaires. Pourtant, les engagements actuels dans ce domaine sont principalement pris par le secteur privé.
- Les gouvernements, en particulier, doivent s'assurer de superviser et de coordonner toute action ayant un impact sur le système alimentaire, car cela détermine si leur population est en mesure d'accéder à une alimentation saine et produite de manière durable. Il s'agit notamment d'élaborer et de fixer des normes pour le secteur privé, le cas échéant.
- Ces politiques ont une portée considérable, de la production à la consommation, et sont susceptibles d'avoir un impact simultané sur les régimes alimentaires et sur de multiples formes de malnutrition. Elles comprennent la diversification des cultures et l'amélioration du profil nutritionnel des produits par la reformulation et l'enrichissement des aliments, ou encore la prise en charge des repas scolaires et la réglementation des pratiques en matière d'étiquetage, de marketing et de publicité.
- Il apparaît clairement que tout le monde a un rôle à jouer, et les engagements doivent prendre en compte ce constat en plaçant la coordination et la collaboration au cœur de la mise en œuvre, afin de garantir que les efforts se renforcent mutuellement et obtiennent de meilleurs résultats en faveur de la nutrition.



---

## 5. Nous devons prendre des engagements qui favorisent l'accès universel à des services de prise en charge nutritionnelle intégrés au système de santé

- Les services de prise en charge nutritionnelle intégrés aux services de santé – qu'ils soient publics ou privés – sont essentiels pour tirer parti des nombreux avantages mutuels apportés par l'intégration de la santé et de la nutrition.
- Ce constat a d'ailleurs conduit l'Organisation mondiale de la Santé à souligner que la couverture sanitaire universelle ne peut être atteinte sans l'intégration des services de nutrition. En conséquence, les organismes des Nations Unies ont consacré la plupart de leurs politiques à l'amélioration de ces services, en mettant l'accent sur la sous-alimentation.
- Si les OSC se sont engagées dans des actions notables relatives aux politiques en faveur des services de prise en charge nutritionnelle, tout comme les gouvernements nationaux, peu d'objectifs liés aux engagements (9 %) sont globalement axés sur ces services.
- Il est clair que toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements, devraient davantage s'engager pour intégrer systématiquement la nutrition à leurs systèmes de santé. Les engagements liés aux politiques publiques devraient couvrir l'ensemble des fardeaux liés à la malnutrition, de la sous-nutrition aux MNT liées à l'alimentation, en se concentrant sur la prévention et le traitement des maladies, notamment grâce à des programmes de supplémentation nutritionnelle, au soutien à l'allaitement et à des services de conseil en nutrition.

---

# NOTES

- 1 Équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale, Rapport sur la nutrition mondiale 2021 : Le point sur la situation nutritionnelle mondiale*. Bristol (Royaume-Uni), Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : [https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021\\_Global\\_Nutrition\\_Report\\_French.pdf](https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021_Global_Nutrition_Report_French.pdf).
- 2 Définition de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture : une alimentation saine est une alimentation qui répond aux besoins énergétiques quotidiens ainsi qu'aux exigences des directives alimentaires et diététiques formulées par le pays. Le caractère abordable est mesuré en comparant le coût d'une alimentation saine au niveau de revenus du pays. Si le coût dépasse 52 % du revenu d'un ménage moyen, l'alimentation est jugée non abordable.
- 3 Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la Santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome (Italie), FAO, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/publications/sofi/2022/fr/>.
- 4 Définition selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture : une personne est en situation d'insécurité alimentaire lorsqu'elle n'a pas un accès régulier à suffisamment d'aliments sains et nutritifs pour une croissance et un développement normaux et une vie active et saine. Cela peut être dû à l'indisponibilité de nourriture et/ou au manque de ressources pour se procurer de la nourriture.
- 5 Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la Santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome (Italie), FAO, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fao.org/publications/sofi/2021/fr/>.
- 6 Équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale, Rapport sur la nutrition mondiale 2021 : Le point sur la situation nutritionnelle mondiale*. Bristol (Royaume-Uni), Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : [https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021\\_Global\\_Nutrition\\_Report\\_French.pdf](https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021_Global_Nutrition_Report_French.pdf).
- 7 Organisation mondiale de la Santé, « Obésité et surpoids ». 2021, publication en ligne le 9 juin. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/obesity-and-overweight> (page consultée le 15 novembre 2022).
- 8 Équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale, Rapport sur la nutrition mondiale 2021 : Le point sur la situation nutritionnelle mondiale*. Bristol (Royaume-Uni), Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : [https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021\\_Global\\_Nutrition\\_Report\\_French.pdf](https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021_Global_Nutrition_Report_French.pdf).
- 9 Le *Rapport sur la nutrition mondiale 2022* fait référence à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour attirer l'attention sur la qualité de l'alimentation, car elle est souvent négligée dans les politiques et interventions relatives à la sécurité alimentaire, qui privilégient l'accès à une certaine quantité de nourriture.
- 10 Spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis.
- 11 La sous-alimentation est un état de santé lié à l'alimentation, qui est la conséquence d'un apport alimentaire insuffisant pour couvrir les besoins énergétiques et nutritionnels, entraînant un retard de croissance, une émaciation, une insuffisance pondérale et des carences en micronutriments.
- 12 Le processus de vérification est également nouveau et consiste à contacter les parties prenantes pour obtenir les données manquantes et/ou peu claires relatives aux engagements qu'elles ont enregistrés.
- 13 Le Cadre de responsabilité en matière de nutrition fournit une plateforme permettant de déclarer de manière autonome les engagements en matière de nutrition de différentes parties prenantes. Il ne fixe pas de priorités en matière de nutrition et n'a pas de caractère réglementaire en ce qui concerne la validation des données autodéclarées, notamment la responsabilité de la mise en œuvre effective des engagements par les parties prenantes.
- 14 Tous les résultats sont basés sur les engagements enregistrés dans la plateforme du Cadre de responsabilité en matière de nutrition du 14 septembre 2021 (date de lancement de la plateforme) au 15 mars 2022. Des données autodéclarées et non vérifiées ont été utilisées pour les présentes analyses, qui ont ensuite été nettoyées et standardisées. La vérification de ces engagements a commencé en novembre 2022 et les données présentées ici peuvent donc être sujettes à modification.
- 15 Les parties prenantes uniques sont au nombre de 198, un gouvernement étant classé à la fois comme gouvernement de pays et comme donateur.
- 16 Les données du Cadre de responsabilité en matière de nutrition concernant les « gouvernements » répertorient les engagements pris par tout organisme gouvernemental à n'importe quel niveau administratif. Ce rapport présente les données de 78 organismes gouvernementaux dans 65 pays.
- 17 Un donateur est une partie prenante qui s'engage en dehors de ses propres frontières nationales, de son entité ou de sa main-d'œuvre, par exemple un gouvernement qui offre des ressources financières et non financières à un autre pays (c'est-à-dire qui agit en tant que gouvernement donateur).

- 
- 18 Sachant que la plupart des engagements enregistrés sont des engagements N4G (liés au Sommet N4G de Tokyo), les tendances observées peuvent ne pas refléter précisément la situation nutritionnelle mondiale.
- 19 Les objectifs financiers enregistrés par toutes les parties prenantes sont des objectifs N4G. Les montants totaux peuvent sous-estimer l'ampleur des investissements financiers, car les montants n'ont pas été déclarés pour tous les objectifs financiers.
- 20 Un engagement peut être aligné sur une ou plusieurs cibles en matière de nutrition mondiale (ou aucune) ; par conséquent, les pourcentages ne totalisent pas 100.
- 21 Notamment des objectifs politiques axés sur la « chaîne d'approvisionnement alimentaire » (12) et l'« environnement alimentaire » (25).
- 22 Une banque multilatérale de développement était basée dans un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Tous les autres donateurs, y compris les gouvernements donateurs, étaient basés dans des pays à revenu élevé.
- 23 Équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale, Rapport sur la nutrition mondiale 2021 : Le point sur la situation nutritionnelle mondiale*. Bristol (Royaume-Uni), Development Initiatives. Disponible à l'adresse suivante : [https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021\\_Global\\_Nutrition\\_Report\\_French.pdf](https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021_Global_Nutrition_Report_French.pdf).

La vision du *Rapport sur la nutrition mondiale* consiste en un monde exempt de toute forme de malnutrition.



[globalnutritionreport.org](http://globalnutritionreport.org)



Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est la première évaluation indépendante mondiale portant sur la situation nutritionnelle à l'échelle internationale. Il fournit les meilleures données disponibles, des analyses approfondies et des avis d'experts fondés sur des éléments probants afin d'inciter à l'action en faveur de la nutrition là où les besoins sont les plus urgents.

Initiative multipartite composée de gouvernements, d'organisations donatrices, de la société civile, d'organisations multilatérales, du secteur privé et du milieu universitaire, le *Rapport sur la nutrition mondiale* est dirigé par des experts dans le domaine de la nutrition. Il a été lancé en 2014 à la suite du premier sommet Nutrition pour la croissance afin de rendre compte des progrès accomplis par rapport aux cibles mondiales de nutrition et aux engagements pris pour les atteindre.

En 2021, l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a créé le Cadre de responsabilité en matière de nutrition, la toute première plateforme indépendante et complète au monde permettant d'enregistrer les engagements SMART en matière de nutrition et de suivre les actions dans ce domaine. En fournissant [un compte rendu exhaustif](#), [le Cadre de responsabilité en matière de nutrition](#), [des profils nutritionnels nationaux et interactifs](#) ainsi que [l'Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition](#), le *Rapport sur la nutrition mondiale* met en lumière le fardeau de la malnutrition et souligne les progrès accomplis et les solutions éprouvées en matière de lutte contre la malnutrition à travers le monde.